

UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

Les enseignants réclament le départ du recteur

Lors d'un point de presse organisé lundi au campus de Targa Uzemour, le collectif des enseignants, la coordination des étudiants et les représentants des travailleurs du corps ATS annoncent une batterie d'actions pour exiger le départ du recteur de l'université de Béjaïa, le professeur Djoudi Merabet.

Les protestataires envisagent comme première action d'observer un rassemblement de protestation jeudi prochain devant la bibliothèque centrale de Targua Uzemour pour dénoncer «le discours mensonger et d'autosatisfaction dont le seul objectif est d'asseoir la renommée factice du premier responsable de notre université au détriment de plusieurs générations d'étudiants». Dans une déclaration rendue publique lundi, les enseignants de l'université de Béjaïa affirment que «l'administration rectorale tourne le dos aux revendications des étudiants, des enseignants et du corps ATS». Installé à la tête de l'université de Béjaïa depuis une

dizaine d'années, le professeur Djoudi Merabet est contesté par les enseignants qui lui reprochent son «autoritarisme» dans la gestion des affaires de l'université.

Ces derniers multiplient depuis plus d'un mois les appels pour réclamer le départ du recteur à travers notamment une déclaration pétition qui a recueilli «pas moins de trois cents signatures».

La tutelle et les autorités de wilaya ont été également saisies par le collectif des enseignants de Béjaïa. «Toutes les parties dont le wali de Béjaïa qui a manifesté sa volonté d'agir ont été saisies», signale Ahmed Aït Sadi, l'un des représentants des enseignants intervenant lors du point de presse tout en précisant que le collectif est en train de recenser «les actes répréhensibles commis par le recteur en vue d'établir un mémorandum». Ahmed Aït Sadi note dans son intervention que le recteur de l'université de Béjaïa «fait de la violence un critère de promotion». Pour étayer son accusation, le représentant des enseignants a parlé entre autres «d'octroi opaque de bourses Avernoès, des nominations d'enseignants dans des postes destinés au corps technique, une ges-

tion opaque des budgets des facultés et des œuvres sociales, de blocages administratifs, achat de matériels et d'équipements scientifiques non fonctionnels». D'autres témoignages d'enseignants font part de nombreux autres griefs. Madjid Sidi, enseignant de mathématiques, s'est plaint qu'il est «sans salaire depuis six mois». Son collègue présent à la conférence de presse s'est à son tour plaint que le recteur refuserait sans motif de le titulariser. Dans un communiqué sanctionnant l'assemblée générale du 3 mai dernier, le collectif des enseignants écrit : «Concernant la pétition, le premier décompte confirme l'adhésion de centaines de collègues à la nécessité d'en finir avec les dérives qui imprègnent la gestion de notre université. Cela passe dans un premier temps par un changement immédiat.»

Dans le même document, les enseignants soutiennent : «Le salut de l'université passe par la consécration du principe d'une gestion démocratique de celle-ci.»

Trois étudiants convoqués lundi par la police

Un membre de la Coordination locale des étudiants de Béjaïa a indiqué, lors du point de presse, que trois étudiants ont été convoqués par la police pour être auditionnés dans l'affaire du saccage partiel du siège du rectorat le 5 avril dernier. Les trois présumés auteurs d'actes de saccage ont été, avant-hier, soir, destinataires de convocations pour se présenter au commissariat de police du 5^e arrondissement, a précisé le membre de la CLE. Il convient de rappeler que 12 étudiants ont été cités par l'administration rectorale à comparaître devant le conseil de discipline dans le cadre de cette affaire.

Dans son PV de réunion, le conseil d'administration a également accusé deux enseignants d'avoir «soufflé sur les braises». Par ailleurs, il faut signaler que deux journalistes ont été empêchés par des agents de sécurité d'accéder au campus de Targua Ouzzemour pour couvrir la conférence des enseignants. Le bureau de l'AG des enseignants dans un communiqué de dénonciation estime que «les agents de sécurité n'ont fait qu'exécuter les ordres du recteur. C'est une énième atteinte à l'éthique universitaire».

A. K.

SOUK-AHRAS

Contestation à la commune de Hennancha

Le mouvement de contestation des habitants de la commune de Hennancha, qui dure depuis plusieurs jours, n'est pas près de cesser. Dans la journée de lundi et encore hier matin, de nombreux citoyens se sont rassemblés devant le siège de l'APC pour protester contre la précarité de leurs conditions sociales. Ils réclament l'électrification rurale et le désenclavement de trois mechtas reculées et leur raccordement au gaz naturel, des postes de travail pour les jeunes chômeurs ainsi que l'impartialité dans l'attribution des logements. Une poignée d'atrabilaires sont allés jusqu'à demander le départ du maire et la dissolution pure et simple de l'assemblée qui a échoué dans la gestion de la municipalité, selon les contestataires.

Le maire, que nous avons essayé de joindre par téléphone pour plus d'informations durant toute la journée d'hier, est demeuré injoignable.

Barour Yacine

BÉCHAR

Parents d'élèves en colère

Le département de M. Benbouzid a mis des dizaines de parents d'élèves de l'école primaire Belakhdar-Laïd, située à proximité du siège des œuvres sociales de la wilaya, en colère. Il veut récupérer cet établissement scolaire et en faire un centre de recherche.

Les élèves seront dispatchés dans d'autres structures, dès la prochaine rentrée scolaire, indiquent leurs parents. En l'absence du directeur de l'éducation, en mission à Alger, un responsable nous dira que la décision émane du ministère et que «pour le moment, ce n'est qu'un projet». Mais les parents ne sont pas dupes.

«Comment le ministère pourrait-il prendre, à partir de la capitale, une telle décision, s'il n'y avait pas de proposition faite à partir de Béchar ?» s'interrogent-ils. «La décision de récupérer cette école et d'affecter des dizaines d'élèves et d'enseignants dans d'autres établissements, sans aucune consultation au préalable, illustre le mépris, toujours de mise, de certains responsables à l'égard de la société civile», constate un retraité de l'administration, venu attendre sa

petite fille. Pourquoi ne pas construire un nouveau siège pour cette institution ?» suggèrent des parents, dépités. Ce n'est, mal-

heureusement, pas la première fois. Il y a eu, déjà, l'histoire de ce wali qui voulait, en 1999, transformer le siège des Galeries en maison de la culture. Son projet est tombé à l'eau, après la mobilisation de quelques «vrais» élus.

Grâce à eux, Béchar dispose maintenant de sa maison de la culture et le siège des Galeries

n'a pas été touché. De toute façon, les parents d'élèves de cette école de six classes, qualifiée d'annexe par le responsable de la Direction de l'éducation, envisagent de se battre par tous les moyens contre ce projet. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

Liès Mourad

BLIDA

Bientôt un nouveau coordinateur au pôle universitaire d'El-Affroun

De sources proches du rectorat de l'université Saâd-Dahleb de Blida, nous avons appris qu'il est envisagé la nomination prochaine du doyen du département des sciences humaines au poste de gestionnaire du pôle universitaire d'El-Affroun, en remplacement de l'actuel coordinateur chargé de la gestion de ce pôle. C'est suite aux protestations des étudiants, nous a-t-on affirmé, que cette décision a été prise. En effet, ces derniers se sont soulevés contre le coordinateur suite à l'agression d'un étudiant. Les organisations étudiantes ont menacé de monter au créneau et d'amplifier les protestations

au cas où aucune mesure à l'encontre de ce coordinateur n'est prise. Par ailleurs, nous avons appris que ces organisations comptent adresser au recteur de Blida un rapport circonstancié sur l'état des lieux qui prévaut au pôle universitaire d'El-Affroun, notamment l'absence de sécurité qui a engendré des agressions contre des étudiants, l'application de certaines notes éliminatoires par certains enseignants sans parler des conditions nécessaires permettant une meilleure prise en charge de l'étudiant telles que les bibliothèques et la connexion Internet.

M. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Du nouveau dans l'attribution de la prime de scolarité

La préparation de l'opération d'attribution de la prime de solidarité scolaire a bel et bien commencé à travers les établissements scolaires de la wilaya d'Aïn-Témouchent. De nouvelles mesures ont été prises pour permettre aux seuls nécessiteux d'en bénéficier.

La collecte des dossiers des postulants bat son plein au niveau de tous les établissements scolaires des 28 communes de la wilaya d'Aïn-Témouchent, a rapporté une source fiable au niveau de la Direction de l'éducation.

Ainsi, les daïras sont déchargées en grande partie de cette opération, puisque des commissions seront installées dans chaque commune pour étudier les dossiers et arrêter les listes des réels bénéficiaires. Pour les élèves ayant des parents ou au moins un parent, il leur sera exigé les attestations de non-affiliation aux deux caisses sociales Cnas et Casnos.

Cependant, cette condition ne concerne pas les élèves orphelins. Ceci a suscité des réactions contradictoires. Les agents de daïra ont apprécié la nouvelle procédure car seuls les responsables des collectivités locales (APC) connaissent parfaitement la situation socioéconomique de chaque parent d'élève. Par contre, les enseignants ont, depuis longtemps, réclamé de les épargner de cette opération qui faisait à chaque rentrée scolaire des querelles avec les parents des élèves mécontents.

L'association des parents d'élèves a, depuis longtemps, demandé des pouvoirs publics l'augmentation du nombre d'élèves bénéficiaires qui est resté figé à 31 000 primes alors que la population a nettement augmenté ces dernières années. Le chômage et la cherté de la vie ont aggravé la situation socioéconomique des familles nécessiteuses qui cherchent, coûte que coûte, à encaisser cette prime de scolarité décidée par les pouvoirs publics depuis une dizaine d'années.

Trois nouvelles plages pour la saison estivale 2011

La saison estivale 2011 connaîtra l'inauguration de trois nouvelles plages dans la wilaya de Aïn-Témouchent, c'est ce qu'a déclaré le directeur par intérim du tourisme et de l'industrie traditionnelle de la wilaya, Abdellah Belouadi. Tous les moyens humains et matériels seront mis à la disposition des communes côtières pour assurer une bonne saison estivale qui, sans aucun doute, sera meilleure que la précédente au vu des nombreux travaux d'embellissement qui touchent les différentes plages autorisées à la baignade, tout au long des 80 kilomètres de côtes de la wilaya d'Aïn-Témouchent. Selon toujours le premier responsable du secteur, les travaux sont inhérents à la réfection de quelques chemins et accès menant aux plages qui étaient défectueux, ainsi que l'éclairage public à travers les esplanades, de même que l'hygiène.

La préparation de la prochaine saison estivale a débuté il y a quelques semaines pour permettre, d'ici le mois de juin, l'ouverture de la saison 2011 dans de bonnes conditions en vue d'offrir aux estivants le meilleur accueil et les meilleures conditions d'hébergement. Les responsables du secteur du tourisme tablent cette saison sur huit à dix millions d'estivants. A cet effet, il est prévu la mise en service de trois nouvelles plages autorisées à la baignade : Zouanif dans la commune d'Oulhaça, Sidi Ali à Béni-Saf et El-Aïn, à Ouled-Kihel.

Et pour une meilleure sécurisation de ces plages, il a été interdit aux barques à moteur et autres jet-ski de s'approcher du périmètre des plages à plus de 100 mètres pour éviter tout danger aux baigneurs.

S. B.